

# La France est un des pays les plus antidémocratiques d'Europe

mardi 8 mai 2018, par [Denis COLLIN](#)

Un an après l'élection d'Emmanuel Macron, plusieurs dizaines de milliers de citoyens ont défilé dans Paris, le 5 mai, pour « faire la fête à Macron ». L'incontestable succès de cette manifestation appelée par un collectif de personnalités et d'associations, et soutenue très activement par la France Insoumise témoigne du fait que la politique mise en œuvre par le pouvoir exécutif et sa majorité « godillot » n'a pas de soutien réel dans la plus grande partie du peuple. La droite s'est massivement ralliée à Macron et l'opinion perçoit sans ambiguïté le président, son parti et sa majorité comme de droite. Les classes moyennes supérieures, les « crétins éduqués » si justement épinglés par Emmanuel Todd apportent un soutien assez massif à un président qui est à leur image : morgue des parvenus, absence totale de « surmoi », cynisme de ceux qui, cinquante ans après mai 68, veulent vraiment « jouir sans entraves ». Mais le peuple, le « petit peuple », le « popolo minuto » et non le « popolo grasso » pour parler comme Machiavel, continue de faire sécession. Cela se traduit dans les mouvements sociaux que le rouleau compresseur médiatique ne parvient pas à rendre impopulaires.

Ainsi, l'événement clé de ces derniers jours, c'est la démission du PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac battu à son propre jeu par les salariés. Depuis plusieurs semaines, les syndicats réclamaient une augmentation de salaire de 6% pour tous. Comme ultime concession, Janaillac proposait 2% ... et une rallonge à la Saint-Glinglin. C'était à prendre ou à laisser. Spéculant sur le caractère prétendument minoritaire du mouvement social, Janaillac organisait un référendum pour demander l'accord des salariés contre le mouvement syndical. L'objectif était de briser une fois de plus les syndicats de la compagnie. Patatras, au grand dam du PDG, de ses pairs, de ses laquais gouvernementaux et des sicaires plumitifs des médias, les salariés votent contre le PDG à plus de 55% avec un taux de participation de 80%. Verdict sans appel, indicateur exact de l'état d'esprit de ce pays.

Et pourtant rien, apparemment ne peut empêcher Macron de mettre en œuvre son programme de liquidation des conquêtes sociales et de vente à l'encan des biens de la nation. Serviteur zélé de l'impérialisme US et de ses comparses arabes (Arabie Saoudite en tête), l'actuel locataire de l'Élysée concentre tous les pouvoirs et bénéficie de l'appui sans faille du capital financier et des grands opérant dans les médias et les télécommunications (Niels, Drahi, Pigasse, etc.). L'assemblée composée en majorité de demi-décervelés issus du monde du management et du commerce, recrutés par les DRH de la Macron Inc. n'est qu'une chambre d'enregistrement semblable à la douma d'Empire sous Nicolas II ou au Reichstag sous Bismarck. Avec 23% des suffrages exprimés au premier tour et grâce à la présence bénie des riches de cette Mme Le Pen, parfait épouvantail à moineaux pour effrayer les petits bourgeois, s'est opéré quelque chose qu'on peut appeler un coup d'État constitutionnel, c'est-à-dire un coup d'État légal et conforme à la lettre et à l'esprit de cette constitution.

Première phase : lancement par une série de grands patrons et d'agents d'influence pour faire un tour de table permettant de récolter fonds et soutiens pour l'opération Macron, soutenue plus ou moins ouvertement par les principaux dirigeants du PS dès lors qu'ils sont certains que Hollande serait battu.

Deuxième phase : mise en route de la machine médiatique. Toutes les astuces du « marketing » sont utilisées pour vendre ce nouveau produit qu'est Macron.

Troisième phase : éliminer la vieille droite que les capitalistes jugent à la fois trop ringarde culturellement et incapable de faire passer ses « réformes », ainsi que l'expérience l'avait prouvé. Très vite, le problème va être : comment éliminer le candidat LR ? Fillon a le vent en poupe et se mène dès lors une double campagne : 1° terroriser l'électeur de gauche en lui faisant croire qu'il va se retrouver à choisir au second

tour entre Fillon et Le Pen ; 2° dézinguer Fillon. Juste après la désignation de Fillon sortent opportunément de vieilles affaires concernant Mme Fillon et les emplois plus ou moins fictifs de ses enfants. Ils auraient pu sortir avant la primaire, ce qui eût certainement favorisé le pâle Juppé. Mais non ! Opportunément, ils sortent juste après. « Cabinet noir » ? Inutile. Les maîtres des médias sont assez grands pour monter l'opération tout seuls. Tout cela rappelle furieusement la manière dont l'opération Berlusconi a été menée dans la suite de Mani Pulite ...

Quatrième phase : les « barons » (noirs ?) du PS rejoignent ouvertement Macron et torpillent leur propre candidat, sans la moindre honte, sans éprouver une seule fois le remords du traître, de l'homme sans foi ni loi. De Collomb à Le Foll, de Cazeneuve à Le Drian, tous sont des politiciens corrompus moralement, sans espoir de retour. Quant au candidat socialiste, devenu par hasard le héros de la primaire, même en sachant qu'il n'avait plus aucune chance, s'est maintenu jusqu'au bout pour assurer le coup et faire en sorte que Macron soit bien face à Marine Le Pen au second tour.

Les institutions font le reste. Malgré ses très bons résultats, Mélenchon ne peut forcer le barrage qu'ont dressé contre lui toutes les forces de la droite et de la « gauche » (y compris le fantôme du PCF dont les dirigeants n'ont cessé de louvoyer, le NPA et LO qui se contrefichent comme de coutume des conséquences de leurs actes). Et pour le second tour, nous avons un matraquage épouvantable pour inciter l'électeur à « faire barrage » au danger fasciste inexistant représenté par une Mme Le Pen qui n'est sans doute pas vraiment plus à droite que Macron. Assommé, l'électeur en trainant les pieds (voir l'abstention massive) n'a plus qu'à subir la suite.

Comment donc une petite minorité (moins d'un quart du corps électoral) peut-elle imposer sa loi ? Grâce à l'élection du président de la république au suffrage universel qui peut exclure de la représentation la majorité du peuple. Élection antidémocratique donc, faux nez de l'oligarchie. Et pour perfectionner le système, pour être certain qu'en tout temps l'assemblée nationale soutiendra perinde ac cadaver le président, Chirac et Jospin (le diable les emporte !) ont coinventé la réforme constitutionnelle qui réduit à cinq ans le mandat présidentiel et inverse le calendrier électoral, faisant des législatives un simple appendice de la présidentielle. Fini le cauchemar de la cohabitation, seul moment où les restes du parlementarisme pouvaient s'exprimer dans la Ve république. Le Premier Ministre qui est censé conduire la politique de la nation, n'est plus qu'un « collaborateur » du président. Tout cela nous a donné les trois pires politiciens que nous ayons jamais eus, dans l'ordre du « moins pire » au « plus pire » : Sarkozy, Hollande, Macron !

Ailleurs en Europe, dans les démocraties libérales, rien de tout cela ne pourrait se passer ainsi. En Grande Bretagne, Mrs May a dû négocier pour avoir une majorité au Parlement, alors que son parti a une assise électorale forte. Mme Merkel a mis des mois à former un gouvernement avec pourtant un bon tiers des suffrages. En Italie, la coalition de « centre-droit » bien qu'arrivée en tête ne peut gouverner. Ici, la majorité des commentateurs voit dans cette situation la faiblesse du régime parlementaire. Ces gens, dressés au fouet bonapartiste, trouvent la démocratie représentative « faible ». En effet, le gouvernement n'y est pas tout-puissant et une grosse minorité ne peut imposer sa loi. À tous ces gens qui n'ont à la bouche que le mot « démocratie » et critiquent les « démocraties illibérales » comme la Hongrie ou la Pologne, il faudrait rappeler que la première démocratie illibérale en Europe, c'est la France de la Ve République.

Il suffit de voir comment le pouvoir exécutif distribue généreusement à ses amis sinécures et prébendes pour savoir dans quel régime nous sommes. Telle éphémère ministre se retrouve bombardée à la présidence de la Banque de France (300.000 euros par an), telle jeune dame inexpérimentée est propulsée conseiller référendaire à Cour des Comptes. Jadis Ladislas Poniatsowski parlait du gouvernement « des copains et des coquins ». Nous sommes en plein dedans. Le « nouveau monde » ressemble comme deux gouttes d'eau à l'ancien. Mais il faut ajouter que dans l'ancien monde existaient encore quelques contrepoids : une « gauche » et des syndicats puissants. La gauche s'est autodétruite et les syndicats se sont recroquevillés, incapables d'arrêter l'offensive de Macron contre le code du travail. Reste sur le plan politique la faible force de « La France insoumise », capable de rassembler des dizaines de milliers de citoyens, certes, mais encore si loin de ce qu'il faudrait faire en mobilisant des millions.

La puissance des tendances antidémocratiques dans le monde des affaires et au cœur même de l'appareil d'État oblige à reposer dans toute leur ampleur les revendications d'un changement de régime, de la marche vers une nouvelle république parlementaire, de la défense des droits démocratiques et sociaux.